

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE DEUXIEME SESSION

Documents officiels

CINQUIEME COMMISSION

54e séance

tenue le

vendredi 20 mars 1998

à 10 heures

New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 54e SÉANCE

Président : M. CHOWDHURY (Bangladesh)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 159 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES
NATIONS UNIES EN ANGOLA (suite)

POINT 136 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES
NATIONS UNIES AU TADJIKISTAN

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR
L'ORGANISATION D'UN REFERENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS
UNIES EN HAÏTI

POINT 142 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES DU
FINANCEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999
(suite)

POINT 119 DE L'ORDRE DU JOUR : PLAN DES CONFERENCES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE

A/C.5/52/SR.54

7 août 1998

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

98-80341 (F)



/...

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 159 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN ANGOLA (suite) (A/52/799 et A/52/825)

POINT 136 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES AU TADJIKISTAN (A/52/772/Add.1 et A/52/817)

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ORGANISATION D'UN REFERENDUM AU SAHARA OCCIDENTAL (A/52/730 et Add.2 et A/52/816 et Corr.1)

POINT 141 DE L'ORDRE DU JOUR : FINANCEMENT DE LA MISSION D'APPUI DES NATIONS UNIES EN HAÏTI (A/52/798 et A/52/818)

1. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) présente les rapports du Comité consultatif sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA) (A/52/825), la Mission d'observation des Nations au Tadjikistan (MONUT) (A/52/817), la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) (A/52/816 et Corr.1) et la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MIPONU) (A/52/818).

2. Dans son rapport sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (A/52/825), le Secrétaire général a demandé des crédits supplémentaires d'un montant de 25,7 millions de dollars en sus des crédits de 150 millions de dollars (montant brut) déjà ouverts par l'Assemblée générale afin de couvrir les dépenses imputables à l'augmentation des effectifs du personnel militaire, des observateurs militaires et du personnel civil. Sur le montant supplémentaire demandé, 15,4 millions de dollars sont destinés à couvrir les dépenses du personnel militaire. Dans son rapport (A/52/825, par. 6 et 8), le Comité consultatif indique les domaines dans lesquels des économies pourraient être réalisées. Le Comité consultatif recommande par conséquent l'approbation de l'ouverture de crédits supplémentaires d'un montant de 20 millions de dollars, essentiellement pour couvrir les dépenses afférentes au personnel militaire, ce qui porterait le montant total (brut) du budget de la Mission à 175 millions de dollars pour la période allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998.

3. Dans son rapport sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (A/52/772/Add.1), le Secrétaire général a proposé de porter le budget de la Mission de 7,9 millions de dollars, montant des crédits ouverts, à 19,9 millions de dollars afin de porter les effectifs des observateurs militaires de 44 à 120, du personnel civil international de 26 à 71 et du personnel local de 40 à 140, et pour recruter aussi deux officiers de police civile supplémentaires. En réponse aux questions posées par le Comité consultatif au sujet de l'effet du retard intervenu dans l'augmentation des effectifs de la Mission, le Secrétariat a réduit le montant de ses estimations de 3,3 millions de dollars. Dans son rapport (A/52/817, par. 10 et 11), le Comité consultatif est parvenu à la conclusion que d'autres économies sont possibles et a recommandé que le budget pour la période s'achevant le 30 juin 1998 ne dépasse pas 15 millions de dollars (montant brut).

/...

4. Dans son rapport sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (A/52/730 et Add.2), le Secrétaire général a demandé pour 17,1 millions de dollars de crédits supplémentaires, essentiellement pour que la Mission puisse poursuivre sa tâche d'identification. Après de longues discussions, le Comité consultatif recommande que les demandes de crédits supplémentaires soient approuvées.

5. Pour les raisons indiquées dans son rapport sur le financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (A/52/818), le Comité consultatif a demandé que le budget figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/52/798) soit de nouveau soumis à son examen en mai 1998. Entre temps, le Secrétaire général a été autorisé à continuer d'utiliser les crédits déjà ouverts par l'Assemblée générale et les engagements de dépenses autorisés par le CCQAB.

6. Dans ses rapports sur la MINURSO, la MONUT et la MONUA, le Comité consultatif appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les soldes non dépensés qui ressortent des rapports sur l'exécution des budgets de ces missions pour la période achevée le 30 juin 1997. Le Comité consultatif formulera le moment venu ses observations sur lesdits rapports, mais lesdites observations n'affecteront sans doute pas les montants indiqués dans les rapports comme devant être portés au crédit des Etats Membres. Les incidences financières et administratives des décisions du Conseil de sécurité concernant ces missions seront examinées conformément à la procédure énoncée dans la résolution 49/233 de l'Assemblée générale.

7. M. MOKTEFI (Algérie) souhaiterait avoir une explication détaillée au sujet du taux de postes vacants à la MINURSO, qui était de 14,5% et de 13,7 % respectivement pour le personnel recruté sur le plan international et le personnel local pendant la période qui s'est écoulée entre le 1er juillet 1997 et le 31 janvier 1998 (A/52/816, par. 4). En outre, la délégation algérienne a été surprise d'apprendre, à la lecture du paragraphe 7 du rapport du CCQAB, qu'à la demande du Gouvernement marocain, des discussions sont actuellement en cours en vue d'ouvrir deux autres centres d'identification dans le Nord du Maroc. Seulement neuf de ces centres ont été mentionnés dans les accords entre les deux parties et, comme aucun accord politique n'autorise la création de centres supplémentaires, la délégation algérienne est opposée à leur financement. M. Moktefi demande une explication à ce sujet.

8. M. WHARTON (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation appuie l'expansion de la MINURSO de sorte que la Mission puisse mener à bien sa tâche d'identification des électeurs potentiels lors du prochain référendum et s'acquitter de ses activités de déminage et des autres activités militaires nécessaires au déploiement du personnel de la Mission et au mouvement des réfugiés. Il relève néanmoins avec préoccupation que la hausse continue des coûts entraînée par l'expansion de l'élément civil international et, en particulier, la proposition tendant à créer 176 nouveaux postes d'agents recrutés sur le plan international, y compris une augmentation de 41 à 123 du nombre d'agents des services généraux recrutés sur le plan international. Le coût du personnel de cette dernière catégorie est très élevé étant donné qu'il reçoit les mêmes indemnités que les autres agents recrutés sur le plan international mais s'acquitte de fonctions normalement exécutées par du

/...

personnel recruté localement; dans son rapport (A/52/730, annexe V), le Secrétaire général a essayé de justifier l'emploi de ce personnel, mais la délégation des Etats-Unis souhaiterait recevoir de plus amples éclaircissements du Secrétariat. Dans la résolution qu'elle doit adopter, la Commission devrait demander au Secrétaire général, afin de réduire le coût de l'emploi du personnel de la catégorie des services généraux, d'adopter les mesures nécessaires pour recruter du personnel local, dans des proportions correspondant aux besoins opérationnels.

9. En outre, la délégation des Etats-Unis demande que l'additif 1 au rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (A/52/730/Add.1) et le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (A/52/772) soient discutés pendant la partie en cours de la reprise de la session et que les soldes non engagés de 2 570 300 dollars et 1 507 900 dollars (montants bruts) mentionnés aux paragraphes 8 et 10 respectivement desdits rapports soient portés au crédit des Etats Membres sans plus tarder.

10. M. BOYNTON (Etats-Unis d'Amérique) déclare que la délégation américaine a des questions à poser concernant l'ensemble de la question des soldes non engagés des budgets des diverses missions de maintien de la paix et demande au Secrétaire général d'informer la Commission, le cas échéant, des cas dans lesquels lesdits soldes n'ont pas été restitués aux Etats Membres et de veiller à ce qu'ils le soient immédiatement.

11. M. KABIR (Bangladesh), se référant au financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan, souhaiterait avoir des informations spécifiques sur les progrès accomplis en matière de démobilisation et de désarmement au Tadjikistan. Il se demande pourquoi les taux de vacances de postes à la MONUT sont si élevés et souhaiterait savoir si cette situation affecte les activités et, dans l'affirmative, comment.

12. M. THORNE (Royaume-Uni), parlant au nom de l'Union européenne, souhaiterait savoir quel est l'état d'avancement du rapport sur les contributions volontaires à la MONUT que le Comité consultatif s'est engagé à préparer (A/51/850, par. 12). En outre, il appelle l'attention de la Commission sur le rapport du Secrétaire général relatif à la composition des groupes existants d'Etats Membres aux fins de la répartition des coûts des opérations de maintien de la paix financés au moyen des contributions ordinaires (A/47/484), qui contient des informations extrêmement utiles sur l'évolution de la composition de ces groupes. La délégation britannique souhaiterait que le Secrétariat prépare un rapport mis à jour.

13. M. WATANABE (Japon) adresse ses condoléances aux victimes du récent accident d'hélicoptère, dans lequel neuf membres de la Mission de vérification des droits de l'homme au Guatemala (MINUGUA) ont été tués ou blessés ainsi qu'aux membres de la famille et aux collègues des disparus.

14. La délégation japonaise attache une grande importance aux activités de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti étant donné que la stabilité politique de ce pays est un élément clé de la paix et de la prospérité dans la région. La délégation japonaise regrette qu'il soit nécessaire d'accroître les

/...

crédits nécessaires à la Mission mais comprend qu'une telle augmentation soit rendue nécessaire par l'évolution de la situation, et le Japon est disposé à honorer ses obligations en vertu de la Charte des Nations Unies, à condition que les dispositions nécessaires soient prises pour rendre compte de l'utilisation des fonds. La délégation japonaise souscrit par conséquent à la demande du Comité consultatif tendant à ce que des estimations révisées soient établies. M. Watanabe se demande toutefois comment a surgi la situation qui a donné lieu à cette demande.

15. Mme EMERSON (Portugal), se référant au taux élevé de postes vacants à la MINURSO, demande au Secrétariat d'expliquer si les agents internationaux employés à la Mission s'acquittent effectivement des tâches pour lesquelles ils ont été recrutés.

16. M. MEDINA (Maroc) a pris note des observations formulées par une autre délégation concernant l'indication figurant dans le rapport du Comité consultatif relatif au financement de la MINURSO (A/52/816, par. 7) que deux autres centres d'identification pourraient être ouverts dans le Nord du Maroc. Il souligne que la Cinquième Commission n'est autorisée à commenter que les aspects financiers et administratifs des décisions politiques adoptées par les organes compétents.

17. M. MOKTEFI (Algérie) dit que la remarque du représentant du Maroc est sans pertinence. Le fait que l'affirmation en question figure dans le rapport du Comité consultatif autorise la Commission à formuler des observations à ce sujet. Il n'existe aucun motif juridique, politique ou financier valable d'ouvrir d'autres centres d'identification qui ne sont pas mentionnés dans les accords et arrangements pertinents. Les récentes résolutions du Conseil de sécurité et le rapport du Secrétaire général parlent constamment de neuf centres, et la Cinquième Commission ne peut entériner le financement que d'éléments qui ont été politiquement approuvés. M. Moktefi souhaiterait que le Secrétariat fournisse de plus amples informations à ce sujet.

18. M. YEO BOCK CHENG (Division du financement des opérations de maintien de la paix) déclare que le Secrétariat a récemment revu la question de l'utilisation d'agents des services généraux recrutés sur le plan international pour toutes les missions de maintien de la paix et a indiqué, dans chacun des rapports du Secrétaire général, si certains de ces agents pourraient être remplacés par du personnel recruté localement. La question des soldes non engagés des budgets des missions de maintien de la paix sera examinée plus en détail dans le cadre de consultations officieuses. M. Yeo Bock Cheng transmettra la demande de l'Union européenne tendant à ce qu'il soit publié une mise à jour du rapport sur la composition des groupes existants d'Etats Membres pour la répartition du coût des opérations de maintien de la paix financées au moyen des contributions ordinaires (A/47/484) au Département de l'administration pour suite à donner.

19. En réponse à la question posée par le représentant du Japon au sujet de la nécessité de présenter des prévisions budgétaires révisées pour la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, M. Yeo Bock Cheng explique que la situation a été compliquée par le fait que le Conseil de sécurité a autorisé une série de prolongations de courte durée et de modifications du mandat de la Mission. Le Secrétaire général a déjà présenté un budget révisé, qui a été immédiatement dépassé par les mesures approuvées par le Conseil de sécurité. Le Comité

/...

consultatif a prié le Secrétaire général de représenter son budget car certains des montants qui y figurent peuvent être mis en question du fait des retards intervenus dans la comptabilisation des dépenses sur le terrain et de l'imputation de certaines dépenses, à tort, aux contributions volontaires plutôt qu'aux contributions ordinaires. Dans son rapport (A/52/818), le Comité consultatif mentionne les sérieuses pénuries de personnel au Secrétariat; en fait, le problème découle d'un taux élevé de rotation du personnel, aussi bien au Siège qu'à la Mission, qui a entraîné des retards supplémentaires. Le Secrétariat prépare actuellement le nouveau budget révisé qu'il doit présenter.

20. M. PERSAUD (Chef du Service de gestion financière de la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix) explique que le taux élevé de postes vacants à la MONUT est dû au fait que la Mission opère dans des conditions très difficiles par suite de l'insécurité qui règne dans de nombreuses régions du pays. Les effectifs du personnel d'appui administratif qui a été déployé ont par conséquent été réduits au minimum, et tel demeurera le cas jusqu'à ce que le Gouvernement du Tadjikistan puisse garantir une sécurité accrue. L'absence de personnel opérationnel a naturellement un impact néfaste sur les opérations de la Mission. Les agents qui sont déployés sont obligés de travailler sept jours par semaine pour fournir l'appui nécessaire aux observateurs militaires. Les discussions se poursuivent avec le gouvernement à ce sujet, et il faut espérer que des mesures pourront être adoptées d'urgence pour assurer un environnement de travail plus sûr et permettre ainsi le plein déploiement du personnel.

21. L'information figurant au paragraphe 7 du rapport du CCQAB (A/52/816), selon laquelle deux autres centres doivent être ouverts dans le Nord du Maroc, risque d'induire en erreur. Les centres en question sont en fait des annexes de centres existants qui ne sont opérationnels qu'occasionnellement. Toutefois, le nombre total de centres ne dépassera à aucun moment neuf. M. Persaud répondra aux autres questions soulevées lors des consultations officielles.

22. M. MOKTEFI (Algérie) se félicite de l'explication donnée par le Secrétariat, selon laquelle il ne doit pas être créé deux autres centres dans le Nord du Maroc, des équipes mobiles devant simplement être détachées des centres existants pour mener les opérations d'identification. Il prend note du fait que le nombre de total de centres d'identification ne dépassera pas neuf.

POINT 142 DE L'ORDRE DU JOUR : ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES DU FINANCEMENT DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES (suite)
(A/C.5/52/38)

23. M. GILPIN (Chef du Service des contributions), présentant le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 49/249 et 50/224 de l'Assemblée générale (A/C.5/52/38), appelle l'attention de la Commission sur les dispositions tendant à faire passer le Bélarus, la Grèce, le Portugal et l'Ukraine dans les groupes C, B, B et C respectivement. Bien que les résolutions en question évoquent des augmentations et réductions monétaires égales pour le Portugal et le Bélarus, d'une part, et la Grèce et l'Ukraine, de l'autre, respectivement, le Secrétariat interprète l'intention de l'Assemblée comme étant de faire en sorte que les contributions du Bélarus et de l'Ukraine ne soient ramenées aux montants correspondant au Groupe C que dans la mesure où ces réductions sont compensées par des augmentations des contributions du

/...

Portugal et de la Grèce, et que l'intention de l'Assemblée n'était pas de faire en sorte que les contributions du Bélarus et de l'Ukraine soient inférieures à celles dont ils seraient autrement redevables en leur qualité de membres du Groupe C.

24. Sur cette base, les contributions du Bélarus au titre des opérations de maintien de la paix en 1998 ont été calculées en fonction du taux normalement appliqué au Groupe C, le solde de l'augmentation du Portugal étant reflété dans la part globale relative du Groupe A, selon les modalités usuelles. Le Secrétaire général a l'intention d'appliquer la même approche à la Grèce et à l'Ukraine à l'avenir si la même situation se présente.

25. M. VARSO (Slovaquie) espère que la Commission pourra, lors de consultations officieuses, s'entendre sur le texte d'un projet de résolution qui tienne compte des préoccupations de la Slovaquie et facilite son passage au Groupe C.

26. Le PRÉSIDENT suggère à la Commission de recommander à l'Assemblée générale de prendre note du rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 49/249 et 50/224 de l'Assemblée (A/C.5/52/38).

27. Il en est ainsi décidé.

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999
(suite) (A/C.5/52/L.24)

Projet de décision A/C.5/52/L.24

28. M. RIVA (Argentine) présente le projet de décision A/C.5/52/L.24 concernant la réduction des dépenses autres que les dépenses relatives aux programmes et la réaffectation de ces dépenses et appelle l'attention de la Commission sur une modification d'ordre rédactionnel qui a été apportée au texte espagnol pour l'aligner sur le texte anglais. Il espère que le projet pourra être adopté par consensus.

29. M. AHOUNOU (Côte d'Ivoire) aurait aimé formuler un certain nombre de suggestions touchant le projet de décision mais n'a pas été consulté pendant sa préparation. En dépit des réserves de la délégation ivoirienne, toutefois, et afin de ne pas retarder les travaux de la Commission, il est disposé à s'associer au consensus.

30. Le PRÉSIDENT rappelle que le Président du Groupe des 77 et de la Chine a fait savoir que ce groupe n'est pas prêt à prendre une décision sur le rapport du Secrétaire général (A/52/758) pendant la première partie de la reprise de la session. C'est sur cette base qu'a été élaboré le projet dont la Commission est saisie.

31. M. ATIYANTO (Indonésie) souhaite, en sa qualité de Président du Groupe des 77 et de la Chine, confirmer l'indication du Président.

32. Mme ACHOURI (Tunisie) appuie la déclaration faite par le représentant du Groupe des 77 et de la Chine et souhaite appeler l'attention de la Commission sur la nécessité d'apporter à la version française du projet de décision la même

/...

modification d'ordre rédactionnel que celle qu'a suggérée le représentant de l'Argentine pour la version espagnole.

33. Le PRESIDENT dit que les modifications d'édition suggérées seront reflétées dans le texte final du projet dans les différentes langues.

34. Le projet de décision A/C.5/52/L.24 est adopté.

35. M. WATANABE (Japon) déclare que la Commission a certes dû remettre à une date ultérieure l'examen du rapport du Secrétaire général sur la réduction des dépenses autres que les dépenses relatives aux programmes et la réaffectation des sommes dégagées (A/52/758), mais qu'elle doit prendre dès que possible une décision sur les modalités et procédures qui seront applicables au Compte de développement de sorte que le Secrétariat puisse préparer le plan général du budget du prochain exercice biennal. La délégation japonaise regrette que la Commission n'ait pas pu discuter dans le cadre de consultations officielles du concept de dépenses autres que les dépenses relatives aux programmes et des suggestions du Comité consultatif concernant la mise en place pour le Compte de développement d'un nouveau mécanisme. Le Secrétariat devra prendre note des vues exprimées par les Etats Membres. Il faut espérer que la Commission pourra parvenir à un accord sur la question du Compte de développement à la deuxième partie de la reprise de la session.

36. M. ATIYANTO (Indonésie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que si le Groupe a accepté l'ajournement de l'examen de la question de la réduction des dépenses autres que les dépenses relatives aux programmes et la réaffectation des sommes dégagées, il n'en demande pas moins au Secrétaire général de présenter un concept clair et légitime de ces dépenses et des méthodes qui seraient appliquées pour en calculer le pourcentage de sorte que la Commission puisse prendre une décision sur la question dans le contexte de la création du Compte de développement. M. Atiyanto espère que le Secrétaire général, lorsqu'il préparera son prochain rapport, tiendra compte des vues exprimées par le Groupe des 77 et de la Chine.

37. M. THORNE (Royaume-Uni), parlant au nom de l'Union européenne, déclare que l'Union européenne a malgré elle accepté l'ajournement de l'examen du rapport du Secrétaire général mais que ses propositions demeurent sur la table. Il espère que le Secrétaire général en tiendra compte.

38. Mme SILOT BRAVO (Cuba) déclare qu'avant de prendre une décision, la délégation cubaine aurait préféré disposer des informations qu'elle a déjà demandées au sujet des réductions possibles des coûts, du nombre de postes qu'il est proposé de supprimer et des départements dont relèvent ces postes ainsi que des mesures qui seront adoptées pour rationaliser les tâches.

Projet de décision A/C.5/52/L.23

39. Mme GOICOCHEA ESTENOZ (Cuba) dit que l'alinéa c) du projet de décision A/C.5/52/L.23, concernant les locaux à usage de bureaux du Palais Wilson, devrait spécifier que la part du coût du déménagement incombant à l'Organisation sera couverte au moyen des ressources disponibles au titre du chapitre 27F du budget étant donné que la formulation actuelle semble remettre en question le processus budgétaire établi dans la résolution 41/213 de l'Assemblée générale.

/...

L'alinéa e) devrait être remanié de manière qu'il se lise comme suit : "Prie le Secrétaire général de demander au Bureau des services de contrôle interne de présenter à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, une analyse des coûts et des avantages de l'utilisation des salles de conférence à la disposition de l'Organisation des Nations Unies à Genève." L'on ajouterait ensuite un nouvel alinéa ainsi conçu : "Décide d'examiner la proposition tendant à construire deux autres salles de conférence au Palais Wilson à la lumière du rapport susmentionné." Cet alinéa doit être ajouté car il n'aurait pas de sens de demander une analyse des coûts et des avantages si la décision de construire les nouvelles salles de conférence a déjà été prise.

40. Mme Goicochea Estenoz propose en outre d'ajouter un autre nouvel alinéa aux termes duquel l'Assemblée déciderait d'examiner à sa cinquante-quatrième session la question des locaux qui pourraient devenir disponibles du fait de la décision qu'a adoptée l'Assemblée au sujet de l'avenir de la Division de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles. Un tel alinéa est nécessaire car les arrangements provisoires actuels ne portent que sur la période devant s'achever à la fin de 1999.

41. M. FERMIN (République dominicaine) appuie les propositions formulées par la représentante de Cuba.

42. M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda) estime que l'alinéa b) du projet de décision ne reflète pas fidèlement les préoccupations exprimées par la Commission concernant les dispositions prises en vue du déménagement au Palais Wilson. Il faudrait par conséquent remanier le début de cet alinéa pour qu'il se lise comme suit : "Approuve la proposition du Secrétaire général concernant l'offre des autorités suisses." A l'alinéa c), l'indication selon laquelle "le solde, soit 1 959 000 dollars, serait financé au moyen des crédits déjà ouverts au titre des locaux de Genève" est trop vague. Il faudrait plutôt utiliser les termes employés par le Contrôleur pour expliquer la situation. Enfin, à l'alinéa d), l'expression "Invite instamment" est trop forte si l'on considère que les autorités suisses ont fait une offre généreuse. Il faudrait employer plutôt une expression mieux appropriée. M. Odaga-Jalomayo regrette de devoir faire ces observations pendant la séance mais il n'a pas participé aux consultations tenues par le Président au sujet du projet de décision.

43. Le PRÉSIDENT précise que les seules consultations qui ont eu lieu au sujet du projet de décision sont celles qui se sont tenues lors de la séance formelle sur la question. Le libellé des alinéas b) et c) a été repris mot pour mot du rapport présenté oralement par le Président du Comité consultatif. Le Contrôleur a examiné le libellé actuel de l'alinéa c) et a confirmé qu'il reflète fidèlement la situation. Toutefois, si la délégation ougandaise n'est toujours pas satisfaite, la proposition de la délégation cubaine tendant à inclure une référence au chapitre 27F du budget pourra peut-être apaiser ses préoccupations. Une version révisée du projet de décision sera distribuée à la suite de consultations officielles.

44. M. THORNE (Royaume-Uni), parlant au nom de l'Union européenne, est satisfait du texte actuel du projet de décision. Il n'a pas d'objections à formuler concernant les changements que la délégation cubaine a proposé d'apporter aux alinéas c) et e), mais il se demande pourquoi une analyse des coûts et des avantages est nécessaire étant donné qu'apparemment, les locaux du

/...

Petit Saconnex ne seront plus disponibles et que le Palais Wilson est par conséquent la seule solution possible. M. Thorne, cependant, ne peut pas appuyer l'insertion dans le texte des deux nouveaux alinéas proposés étant donné que le premier aurait pour effet de retarder les travaux de construction en cours au Palais Wilson et que le deuxième porte sur une question de micro-gestion qui relève en fait du Secrétariat. M. Thorne souhaiterait que le Secrétariat indique quel serait l'impact probable d'une décision de la Commission de suspendre l'aménagement des autres salles de conférence envisagées au Palais Wilson.

45. M. SACH (Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget) déclare que la date initialement fixée pour l'emménagement au Palais Wilson, qui est mars ou avril 1998, a déjà été repoussée au 1er juillet 1998 en raison du temps qu'il a fallu pour obtenir que la Commission approuve le déménagement. Remettre encore les travaux de construction entraînerait de nouveaux retards, sans doute d'au moins deux mois.

46. Mme GOICOCHEA ESTENOZ (Cuba) déclare que la fermeture de l'annexe du Petit Saconnex est sans rapport avec la question des nouvelles salles de conférence étant donné que les salles de conférence disponibles à Genève se trouvent non pas au Petit Saconnex mais au Palais des Nations. L'Assemblée générale a, dans le budget de l'exercice biennal en cours, ouvert des crédits pour toutes les réunions de l'Organisation à Genève, étant entendu que ces réunions se tiendraient au Palais des Nations. D'un point de vue technique, par conséquent, c'est à bon droit que la Commission peut demander une analyse des coûts et des avantages. Cette demande ne retarderait que l'aménagement des nouvelles salles de conférence, et pas le déménagement au Palais Wilson.

POINT 119 DE L'ORDRE DU JOUR : PLAN DES CONFERENCES (suite) (A/52/829)

47. Le PRESIDENT rappelle qu'à la 50e séance de la Commission, plusieurs délégations ont évoqué la question des deux importants jours fériés islamiques et ont demandé des éclaircissements au sujet de l'interprétation donnée des dispositions des paragraphes 5 et 6 de la résolution 52/214 A de l'Assemblée générale.

48. Mme SALIM (Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines) ne peut donner à la Commission aucune indication quant à la solution à apporter à la question des deux jours fériés et s'en remet à la décision de la Commission.

49. D'un point de vue juridique, il appartient à l'Assemblée générale de déterminer le nombre total de jours de congé que le personnel aura pendant l'année civile. Cependant, la disposition 101.3 du Statut et du Règlement du personnel stipule que c'est le Secrétaire général qui fixe les jours de congé officiels dans chaque lieu d'affectation. Conformément à l'alinéa a) de l'article 8.1 du Statut du personnel, le Secrétaire général est tenu de veiller à ce que le personnel participe effectivement à l'adoption de sa décision étant donné que la question concerne le bien-être du personnel. Le Secrétaire général s'est conformé aux dispositions des paragraphes 5 et 6 de la résolution 52/214 A, dans laquelle l'Assemblée a décidé que le bâtiment du Siège serait fermé au public et qu'aucune réunion ne se tiendrait les jours en question. Comme le nombre de jours de congé est limité à neuf, le Secrétaire général a

/...

décidé que le vendredi précédant Pâques et l'Aïd al-Adha seraient facultatifs étant donné qu'aucun jour de congé existant ne devait être remplacé. Ce faisant, il a agi, considère-t-il, conformément à l'intention et aux buts de la résolution. La base de la décision du Secrétaire général est que, dans la mesure du possible, les jours fériés devraient coïncider avec ceux des conjoints et des enfants des fonctionnaires afin de préserver le caractère sacro-saint de la vie familiale. Sa décision n'a été motivée par aucune autre considération. Toutefois, la décision du Secrétaire général serait facilitée et pourrait être appliquée plus facilement si la Commission recommandait à l'Assemblée générale de faire de l'Aïd al-Adha un dixième jour férié officiel. Il appartient par conséquent à la Commission de statuer.

50. M. SULAIMAN (République arabe syrienne) remercie la Sous-Secrétaire générale des éclaircissements qu'elle a donnés au sujet des jours fériés islamiques et réitère les préoccupations de la délégation syrienne sur ce point. Au paragraphe 5 de sa résolution 52/214, l'Assemblée générale a donné au Secrétariat des fondements suffisants pour que les jours fériés islamiques soient observés exactement comme les autres. Cependant, ce n'est qu'en théorie que le Secrétariat a ajouté l'Aïd al-Fitr et l'Aïd al-Adha à la liste des jours fériés officiels. Lorsque le paragraphe 5 de ladite résolution a été proposé, à la cinquante-deuxième session, il était entendu que ses dispositions suffiraient pour que les deux jours fériés en question soient pleinement observés. M. Sulaiman convient avec la Sous-Secrétaire générale qu'il est difficile de concilier les jours fériés internationaux et locaux, mais il ne faut pas oublier que l'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale. M. Sulaiman demande au Secrétariat de répondre à la question posée par le représentant de l'Ouganda touchant le droit des représentants du personnel d'organiser une référendum au sujet d'une résolution adoptée par l'Assemblée générale. La déclaration faite par la représentante du personnel à ce propos est inexacte. Il faut que les informations données à la Cinquième Commission à ce propos soient transparentes. Pour la délégation syrienne, il n'est pas acceptable que la décision concernant les jours fériés soit laissée au personnel, étant donné que chacun devrait célébrer les jours fériés islamiques tout comme il célèbre Noël, par exemple, car il s'agit d'un jour férié international. L'Aïd al-Fitr et l'Aïd al-Adha doivent également être considérés comme des jours fériés internationaux officiels, surtout si l'on considère qu'il y a à l'Organisation 45 pays islamiques.

51. Le PRESIDENT demande instamment aux membres de la Commission de s'attacher à résoudre le problème et de s'abstenir de réitérer des positions qui sont déjà bien connues. Une suggestion concrète tend à ce que le nombre total de jours de congé soit porté de neuf à dix par an. D'autres suggestions concrètes seraient les bienvenues.

52. M. FARID (Arabie saoudite), en réponse à la déclaration faite par la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines, ne considère pas que le Secrétaire général se soit pleinement conformé aux dispositions de la résolution 52/214 A. Il devrait être publié une nouvelle circulaire rangeant l'Aïd al-Adha dans la catégorie des jours fériés officiels non facultatifs. La délégation saoudienne serait disposée à envisager de porter à dix le nombre total de jours de congé. Entre temps, toutefois, la date de l'Aïd al-Adha approche rapidement et il importe au plus haut point que l'occasion soit observée comme indiqué dans la résolution.

53. M. AHOUNOU (Côte d'Ivoire) souhaiterait savoir s'il appartient au Secrétariat ou à l'Assemblée générale de décider d'une augmentation du nombre de jours de congé. Si cette décision relève de la compétence de l'Assemblée générale, celle-ci pourrait décider d'ajouter un dixième jour de congé pour tenir compte des préoccupations des Etats Membres islamiques. La délégation ivoirienne souhaiterait recevoir des éclaircissements sur ce point du Secrétariat.

54. M. SULAIMAN (République arabe syrienne) appuie la proposition tendant à porter à dix le nombre total de jours fériés.

55. M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda) déclare qu'en sa qualité de membre de l'Organisation de la Conférence islamique, l'Ouganda partage les préoccupations des autres délégations touchant l'observation de l'Aïd al-Fitr et de l'Aïd al-Adha. Dans sa recherche d'une solution, toutefois, l'Organisation doit veiller soigneusement à ne pas opposer une religion à une autre. Il convient de noter à ce propos que le Vendredi Saint a été déclaré jour de congé facultatif, ce qui risque de créer des problèmes supplémentaires.

56. L'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale qui représente 185 Etats Membres, et le souci de veiller à ce que les jours de congé de l'Organisation coïncide avec les jours de congé locaux dans la ville où est installé le Siège, bien que méritant d'être pris en considération, ne devrait pas être un facteur déterminant. La délégation ougandaise suggère soit de porter à dix le nombre total de jours de congé, soit de déclarer facultatifs les jours de congé locaux non religieux.

57. M. MONAYAIR (Koweït) fait observer que la discussion concernant les jours de congé a absorbé beaucoup trop de temps alors même la résolution est parfaitement claire. Il accueille favorablement la proposition tendant à porter à dix le nombre de congé, à condition que cette décision soit prise par consensus et ne fasse pas l'objet de consultations.

58. Le PRESIDENT déclare qu'à sa connaissance, il a été décidé de régler la question de l'Aïd al-Fitr d'abord car cette fête tombe en janvier.

59. Mme ARAGON (Philippines) appuie la proposition tendant à porter à dix le nombre de jours fériés officiels.

60. Mme SILOT BRAVO (Cuba), compte tenu des préoccupations exprimées par les délégations touchant l'application des paragraphes 5 et 6 de la résolution 52/214 de l'Assemblée générale, appuie les vues exprimées par le représentant de la Côte d'Ivoire.

61. M. LOZINSKI (Fédération de Russie) souligne qu'il importe de se rappeler les discussions qui ont eu lieu et l'accord intervenu lorsque le projet de résolution a été adopté, en décembre 1997. Il demande au Secrétariat de distribuer à toutes les délégations le texte du compte rendu analytique de la séance pertinente de la Cinquième Commission.

62. Mme ACHOURI (Tunisie) remercie la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines des éclaircissements qu'elle a fournis et appuie les déclarations faites par les représentants de la République arabe syrienne, de

/...

l'Ouganda et du Koweït. Elle ne pense pas qu'il soit nécessaire que la discussion prenne un tour religieux ni qu'il faille débattre de la priorité qui devrait être accordée aux jours fériés islamiques, chrétiens, juifs ou autres. La délégation tunisienne appuie la proposition du représentant de l'Ouganda et considère que l'on peut envisager deux solutions. L'une consisterait à porter à dix le nombre de jours congé officiels. L'autre serait de considérer les fêtes islamiques comme étant deux des neuf jours de congé officiels de l'Organisation mais de laisser le choix au personnel en ce qui concerne les jours fériés nationaux des Etats-Unis.

63. M. ATIYANTO (Indonésie) appuie lui aussi la proposition de la délégation ougandaise tendant à porter à dix le nombre de jours de congé du personnel.

64. M. SIAL (Pakistan) fait valoir que distribuer le compte rendu analytique de la séance à laquelle a été adopté le projet de résolution ne ferait que compliquer les choses. Il appuie lui aussi la proposition tendant à porter à dix le nombre de jours de congé du personnel.

65. M. MIRMOHAMMAD (République islamique d'Iran) pense lui aussi qu'il ne serait pas constructif de distribuer le texte du compte rendu analytique de la séance. Il partage les vues exprimées par les délégations qui considèrent que la résolution 52/214 de l'Assemblée générale doit être pleinement respectée et appuie par conséquent la proposition tendant à porter à dix le nombre de jours de congé.

66. M. KABIR (Bangladesh) déclare que, des deux propositions formulées par la délégation ougandaise, il préfère celle tendant à approuver un jour de congé supplémentaire. Toutefois, si cette proposition suscite des difficultés, la Commission pourrait envisager la proposition tendant à ce que l'un des jours de congé locaux soit considéré comme facultatif.

67. M. WHARTON (Etats-Unis d'Amérique), bien que très sensible au fait qu'il s'agit d'une question délicate qui a fait l'objet de longues discussions l'année précédente, fait observer que l'approbation d'un dixième jour de congé aurait des incidences budgétaires qu'il convient d'analyser en détail, particulièrement à la lumière des efforts que déploie actuellement l'Organisation pour accroître son efficacité. Le libellé de la résolution 52/214 a délibérément été laissé dans le vague car aucune décision claire n'a pu être prise concernant la manière dont les paragraphes 5 et 6 devraient être appliqués. La proposition tendant à ajouter un autre jour de congé devrait par conséquent être discutée de manière approfondie dans le cadre de consultations officielles. Si la Commission devait immédiatement voter sur cette proposition, la délégation des Etats-Unis voterait contre.

68. Mme FAHMY (Egypte) remercie la Sous-Secrétaire générale des informations qu'elle a données et considère que la seule façon d'appliquer comme il convient la résolution de l'Assemblée générale consiste à porter à dix le nombre de jours de congé officiels. Elle souligne qu'il importe de respecter les vues de tous les Etats Membres.

69. M. SULAIMAN (République arabe syrienne), en réponse à la déclaration faite par le représentant des Etats-Unis, fait valoir qu'augmenter d'un jour le nombre de jours de congé officiels n'aurait pas d'incidences budgétaires mais réduirait

/...

simplement le travail du personnel. Il demande au représentant des Etats-Unis de reconsidérer la proposition tendant à accroître le nombre de jours de congé compte tenu de l'appui dont elle jouit parmi la majorité écrasante des délégations.

70. M. THORNE (Royaume-Uni), parlant au nom de l'Union européenne, dit que la Commission savait, lorsqu'elle a adopté le projet de résolution, que, pour l'essentiel, elle se déchargeait sur le Secrétariat de la responsabilité d'une décision qui n'était pas facile. La proposition d'ajouter un dixième jour férié n'est pas acceptable, à ce stade, pour l'Union européenne.

71. M. ODAGA-JALOMAYO (Ouganda) fait observer que la discussion illustre une fois de plus que la Commission ne pourra pas améliorer son efficacité ou son efficience tant qu'elle n'aura pas mis en place un processus de décision clairement défini.

72. M. AHOUNOU (Côte d'Ivoire) déclare que, si les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne ne peuvent pas accepter la proposition tendant à porter à dix le nombre de jours de congé du personnel, il pourrait envisager l'autre proposition de la délégation ougandaise tendant à ce que l'Aïd al-Adha remplace l'un des jours fériés du pays hôte.

73. M. HANSON (Canada) ne voit pas comment le Secrétaire général aurait pu trouver une solution autre que celle qu'il a proposée étant donné que, dans la pratique, l'Assemblée a décidé que neuf jours de congé plus deux moins zéro ne doivent toujours pas dépasser neuf. Il souhaiterait que la Sous-Secrétaire à la gestion des ressources humaines confirme si le Secrétaire général, en consultation avec le personnel, a le pouvoir de décider quels sont les jours qui doivent être considérés fériés et chômés dans chaque lieu d'affectation.

74. M. PAGUAGA (Nicaragua) est conscient des problèmes budgétaires de l'Organisation mais aussi de l'importance des valeurs culturelles, et notamment religieuses. La délégation nicaraguayenne voterait par conséquent pour la proposition tendant à ajouter un dixième jour de congé qui serait observé au niveau de l'ensemble de l'Organisation.

75. Mme SALIM (Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines) explique qu'aux termes des dispositions en vigueur du Statut et du Règlement du personnel, telles qu'elles ont été approuvées par l'Assemblée générale, la décision concernant les jours de congé qui sont observés dans chaque lieu d'affectation relève des prérogatives du Secrétaire général, même si c'est l'Assemblée générale qui détermine le nombre total de jours de congé. S'agissant des préoccupations exprimées à propos de la productivité et des incidences financières des différentes propositions, Mme Salim pense que si un dixième de congé est approuvé, le personnel pourrait compenser les huit heures de travail perdu en travaillant une demi-heure de plus pendant 16 jours de travail à une période ou une autre de l'année.

76. Mme CHEN YUE (Chine) déclare que sa délégation ne peut pas prendre immédiatement une décision sur la proposition tendant à ajouter un dixième jour de congé mais envisagera la proposition sous un jour positif.

77. M. SIAL (Pakistan) fait valoir que la résolution 52/214 de l'Assemblée générale n'est pas ambiguë, comme le prétendent certaines délégations. Elle spécifie clairement que l'Aïd al-Fitr et l'Aïd al-Adha doivent être observés. La Commission devrait étudier soigneusement la suggestion formulée par la Sous-Secrétaire générale à la gestion des ressources humaines.

78. M. DVINYANIN (Fédération de Russie) fait observer que la proposition tendant à compenser un jour de congé supplémentaire en ajoutant 30 minutes de travail à 16 jours ouvrables pendant des périodes chargées pourrait donner une idée fausse de l'Organisation à des observateurs extérieurs. Le compte rendu analytique de la séance à laquelle le projet de résolution a été adopté montrerait que la décision d'observer les fêtes islamiques a été prise étant entendu que cela n'aurait aucune incidence financière. Le Secrétaire général a été autorisé à déterminer précisément quels jours seraient des jours de congé officiels.

79. Le PRESIDENT dit qu'il demandera au Secrétariat de distribuer le compte rendu analytique de la séance en question.

80. M. THORNE (Royaume-Uni), parlant au nom de l'Union européenne, déclare qu'en dépit du caractère éminemment pragmatique et raisonnable de la suggestion formulée par la Sous-Secrétaire générale, il ne faut pas que la Commission ait l'impression que l'Union européenne l'approuve. L'Organisation doit veiller à suivre un moyen terme entre les différentes opinions et les différents groupes. Si elle devait prendre des arrangements particuliers pour faire droit aux vues d'un groupe spécifique, d'autres groupes ayant des vues tout aussi arrêtées sur certains sujets pourraient à bon droit demander qu'il soit tenu compte de leurs exigences.

81. Mme ACHOURI (Tunisie) déclare que la deuxième proposition formulée par le représentant de l'Ouganda demeure sur la table, à savoir que deux jours fériés locaux soient sacrifiés aux deux fêtes religieuses islamiques.

82. Le PRESIDENT déclare que la Sous-Secrétaire générale a simplement formulé une suggestion afin de sortir du dilemme. Cette suggestion ne doit pas lui être imputée personnellement et, en tout état de cause, il incombe aux délégations de peser les différentes formules possibles et de prendre une décision.

83. Mme CHEN YUE (Chine), se référant aux ressources nécessaires à la modernisation des salles de conférence et des cabines d'interprétation, fait valoir que la modernisation des salles de conférence doit être entreprise au moment opportun. Dans son rapport (A/52/829), le Secrétaire général précise que certains travaux sont en cours, mais la délégation chinoise souhaite appeler l'attention du Secrétariat sur le fait que le matériel nécessaire manque dans la cabine des interprètes chinois dans la salle du Conseil économique et social. La délégation chinoise souscrit en outre aux observations formulées par le représentant de la République arabe syrienne touchant la documentation de la septième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques. Les documents de cette conférence ont été publiés en anglais, espagnol et français seulement. Il faudrait que le Sous-Secrétaire général aux affaires de l'Assemblée générale et aux Services de conférence donne un complément d'informations touchant les points évoqués par la délégation chinoise.

/...

84. Mme SILOT BRAVO (Cuba) propose d'enregistrer le contenu des consultations officieuses de sorte que l'intention politique de résolutions acceptées ne soit pas ensuite diluée ou mal interprétée. S'agissant de la question soulevée par la question cubaine à la séance précédente concernant le manque d'interprétation lors d'une récente réunion de la Commission de la condition de la femme, qui a obligé la Commission à prendre des décisions sans interprétation dans toutes les langues officielles, le Sous-Secrétaire général aux affaires de l'Assemblée générale et aux Services de conférence devrait expliquer s'il existe des systèmes de secours pour faire en sorte qu'une telle situation ne se reproduise pas.

85. M. RIESCO (Sous-Secrétaire général aux affaires de l'Assemblée générale et aux Services de conférence) explique que la Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques a toujours adopté son propre règlement intérieur, dans lequel il est stipulé que les langues officielles de la Conférence sont les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies mais que ses langues de travail sont l'anglais, l'espagnol et le français. Le Secrétariat ne fait que suivre les instructions de la Conférence elle-même. Le Département des affaires de l'Assemblée générale et des Services de conférence regrette naturellement qu'à une occasion, la Commission de la condition de la femme ait dû se réunir sans services d'interprétation, mais cela a été dû au fait que la Commission n'a demandé de tels services qu'à une heure très tardive de la soirée du dernier jour de sa session.

86. M. SULAIMAN (République arabe syrienne) remercie le Sous-Secrétaire général aux affaires de l'Assemblée générale et aux Services de conférence des efforts remarquables qui ont été faits pour préparer la documentation de la Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques et souhaiterait avoir le texte de sa déclaration. S'agissant des langues de travail à employer, M. Sulaiman déclare que la Conférence elle-même a adopté un règlement intérieur spécifiant que les six langues officielles de l'Organisation sont les langues officielles de la Conférence. La Cinquième Commission ne peut adopter qu'une résolution relative à la traduction des documents publiés par le secrétariat de la Conférence, et pas des documents soumis par les Etats Membres.

87. Mme SILOT BRAVO (Cuba) dit que si le problème qui s'est posé récemment à la Commission de la condition de la femme est imputable pour l'essentiel à un manque de planification de la part de la Commission elle-même, la délégation cubaine souhaiterait avoir des détails sur les mécanismes de secours que le Secrétariat a mis en place pour éviter de tels incidents.

88. M. RIESCO (Sous-Secrétaire général aux affaires de l'Assemblée générale et aux Services de conférence) déclare que des services de conférence ne peuvent être fournis efficacement que si les organes intergouvernementaux prévoient leurs besoins aussi longtemps à l'avance que possible. Les bureaux de ces organes doivent évaluer de façon réaliste leurs besoins et retenir les services requis suffisamment à l'avance, en ayant à l'esprit que le Département des services de conférence ne dispose que d'une marge de manoeuvre limitée pour ce qui est du volume de travail auquel il peut faire face.

89. Mme CHEN YUE (Chine) dit que les réponses données par le Secrétariat ont apaisé quelque peu les préoccupations de la délégation chinoise. Celle-ci

/...

présentera à une date ultérieure des propositions concrètes concernant les langues de travail des conférences intergouvernementales.

90. M. DVINYANIN (Fédération de Russie) fait observer que les documents publiés par le Secrétariat contiennent fréquemment des erreurs de traduction, chose qui est manifestement préoccupante. Par exemple, au paragraphe 11 a) de la lettre du 5 mars 1998 adressée au Secrétaire général par le Président du Groupe des 77 et de la Chine (A/52/820), le mot "réduction" a été rendu en russe par "remboursement".

91. Le PRÉSIDENT demande aux délégations de lui soumettre leurs suggestions en vue de rédiger un projet de décision sur la modernisation des salles de conférence et des cabines d'interprétation en vue d'autoriser, le cas échéant, l'utilisation du solde non dépensé de 1,3 million de dollars de l'exercice biennal précédent et spécifiant que les travaux devront être achevés dans des délais déterminés.

92. M. SULAIMAN (République arabe syrienne) dit que sa délégation n'a pas reçu de réponse à la question qu'elle a posée à propos des communiqués de presse, qui a été évoquée par plusieurs délégations. Les communiqués de presse publiés à l'issue de la séance précédente n'ont pas reflété tout ce qu'avait dit la délégation syrienne au sujet du projet de code de conduite. Les communiqués de presse devraient être rédigés à partir de la langue dans laquelle les déclarations sont faites plutôt qu'à partir de l'interprétation.

93. M. PARKER (Bureau de la communication et de l'information) précise que le Bureau de la communication et de l'information a maintenant surmonté le problème technique que posait la numérotation des communiqués de presse en anglais et en français. Le problème remonte à dix ans auparavant, époque à laquelle les communiqués de presse étaient normalement publiés en anglais, tandis qu'il y avait très peu de communiqués en français. À partir de 1999, les versions en anglais et en français seront synchronisées. Un autre problème est que certaines institutions du système des Nations Unies publient leurs communiqués de presse dans une langue seulement; ces documents seront publiés sous une cote spéciale. Les attachés de presse ne peuvent travailler qu'en anglais et en français, et il est impossible d'opérer dans d'autres langues en raison de contraintes financières. Les réunions sont couvertes par l'équipe composée d'un attaché de presse anglophone et d'un attaché de presse francophone, qui se consultent mais qui ne rédigent pas exactement le même texte. Les délégations ont toute latitude pour se mettre en rapport avec les attachés de presse ou avec le Bureau de la communication et de l'information si elles découvrent des inexactitudes.

94. M. SULAIMAN (République arabe syrienne) est d'avis qu'un représentant du Secrétariat devrait être présent lors des consultations officielles que la Commission doit tenir sur la question.

95. M. MOKTEFI (Algérie) souhaiterait savoir quel est l'état d'avancement du plan visant à publier les communiqués de presse sur Internet dans les six langues officielles.

96. Le PRÉSIDENT rappelle à la Commission que les communiqués de presse ne sont pas des documents officiels. Il importe au plus haut point que les attachés de

/...

presse qui rendent compte des réunions de la Cinquième Commission soient des professionnels expérimentés qui connaissent bien la terminologie spécialisée qu'utilise la Commission. L'essentiel est de consigner l'évolution du débat, ce qui aide aussi la presse à se faire une idée exacte des activités de la Cinquième Commission. Comme celle-ci est un organe intergouvernemental, il semble parfois que les communiqués de presse privilégient les vues des délégations plutôt que celles du Secrétariat. Il importe par conséquent que les communiqués de presse soient judicieusement équilibrés.

97. M. PARKER (Bureau de la communication et de l'information) serait très heureux d'assister aux consultations officieuses de la Commission sur cette question. Les attachés de presse sont les plus qualifiés que l'Organisation puisse recruter, et les meilleurs d'entre eux, en raison de la complexité du sujet, sont affectés aux séances de la Cinquième Commission. Le Bureau de la communication et de l'information a commencé à publier des documents d'information et des résumés des activités de la Cinquième Commission sur Internet, et M. Parker assure la Commission qu'une place égale sera faite aux vues des Etats Membres et à celles du Secrétariat. S'agissant de l'état d'avancement du plan concernant la publication des communiqués de presse sur Internet, M. Parker ne dispose, à ce stade, des informations nécessaires pour pouvoir répondre en détail à la question posée par le représentant de l'Algérie.

La séance est levée à 13 h 30.